



République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline - Travail

Porte-parolat du Gouvernement

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 04/03/2015

Le mercredi 04 mars 2015, un Conseil des Ministres s'est tenu de 17h00 à 19h30 à San Pedro, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'Etat.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants:

A/-Mesures Générales

— Projets de décrets

B/-Mesures Individuelles

C/-Communications

D/-Divers

A/ - MESURES GENERALES

PROJETS DE DECRETS

1-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère des Infrastructures Economiques ;

Le Conseil a adopté un décret portant ratification de l'Accord de prêt n°1632P d'un montant total de huit millions cinq cent mille (8 500 000) dollars US, soit environ quatre milliards huit cent quatre-vingt-dix millions (4 890 000 000) de francs CFA, conclu le 10 février 2015 entre le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du Projet d'approvisionnement en eau potable de la ville d'Aboisso dans la Région de l'Est de la Côte d'Ivoire.

Le projet permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable de la ville d'Aboisso. Il comprend la construction d'infrastructures hydrauliques, dont des unités de traitement d'eau, des réservoirs de stockage, des conduites de transport, des réseaux de distribution et des stations de pompage.

2-Au titre du Ministère de l'Agriculture, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Industrie et des Mines et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté un décret portant reconnaissance de l'Organisation Interprofessionnelle Agricole de la filière Palmier à Huile.

Ce décret reconnaît, conformément à la réglementation en vigueur, l'Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile, en abrégé AIPH, comme organisation interprofessionnelle agricole de la filière palmier à huile.

3-Au titre du Ministère de l'Industrie et des Mines, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté quatre (04) décrets portant attribution de permis de recherche minière valables pour le nickel et le cobalt à la Société Nickel de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (NOCI):

- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière, inscrit sous le n°587 au registre spécial de la conservation minière, dans les Départements de Touba et Biankouma ;

- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière, inscrit sous le n°588 au registre spécial de la conservation minière, dans les Départements de Touba et Biankouma ;
- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière, inscrit sous le n°585 au registre spécial de la conservation minière, dans le Département de Sipilou ;
- un décret portant attribution d'un permis de recherche minière, inscrit sous le n°586 au registre spécial de la conservation minière, dans les Départements de Sipilou et Touba.

Ces permis de recherche minière sont délivrés pour une période de quatre (04) ans.

B/- MESURES INDIVIDUELLES

Au titre du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères :

Le Conseil a donné son accord en vue de la nomination de deux Ambassadeurs :

- Monsieur Andrzej DYCHA, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Pologne près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Abuja au Nigéria;
- Madame Caroline GUDENUS, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République d'Autriche près la République de Côte d'Ivoire, avec résidence à Dakar au Sénégal.

C/- COMMUNICATIONS

1-Au titre du Premier Ministre, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget :

Le Conseil a adopté une communication relative au relevé de conclusions des revues sectorielles de projets du 1^{er} Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

Les revues sectorielles des projets du 1^{er} C2D se sont déroulées du 12 au 15 janvier 2015. A l'occasion de ces travaux, les ministères techniques ont présenté l'état d'avancement des projets et programmes d'activités du 1^{er} C2D relevant de leurs compétences.

Il apparaît que la mise en œuvre des projets du 1^{er} C2D, au cours de l'année 2014, a connu une avancée globalement satisfaisante avec la mise en route de la quasi-totalité des programmes. Ainsi, l'année 2015 consacrera la fin et l'inauguration des premiers grands projets du C2D. Ces réalisations devraient porter à environ 300 milliards de francs CFA, soit près de 75% du montant du 1^{er} C2D, le cumul des ressources du C2D directement injectées dans l'économie ivoirienne à fin décembre 2015.

Dans le cadre du 2^e C2D signé en décembre 2014, les missions d'instruction ont commencé et se poursuivent pour la signature des conventions d'affectation des projets du 1^{er} C2D reportés sur le 2^e C2D.

2-Au titre du Premier Ministre, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'Africa CEO Forum 2015, du 15 au 18 mars 2015, à Genève (Suisse).

Le Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, se rendra, du 15 au 18 mars 2015 à Genève, en Suisse, en vue de prendre part à l'Africa CEO Forum. Créé en 2012 par la Banque Mondiale, en partenariat avec le magazine international « Jeune Afrique », l'Africa CEO Forum est une plateforme de rencontre et d'échanges qui a la particularité de réunir les entrepreneurs et les dirigeants politiques africains.

Cette édition de l'Africa CEO Forum qui a pour thème: « l'Entreprise, Moteur de la Croissance Africaine », met la Côte d'Ivoire à l'honneur. Aussi diverses activités seront-elles entièrement consacrées à notre pays. Il s'agit notamment des sessions « Investir en Côte d'Ivoire » et « Quelles opportunités pour investir en Côte d'Ivoire ». Ces sessions présenteront la dynamique de l'économie ivoirienne et les opportunités d'affaires dans notre pays.

3-Au titre du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté une communication relative aux stratégies et aux diligences concernant l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au Programme du Millenium Challenge Corporation (MCC).

Après trois années d'efforts soutenus, et en récompense des gains de compétitivité qu'il a réalisés, notre pays a été admis au programme seuil ou Threshold du MCC. En effet, de cinq indicateurs en 2012, la Côte d'Ivoire est passée en 2014 à dix indicateurs satisfaisants, dont l'indicateur obligatoire «Contrôle de la corruption» pendant deux années consécutives (2013-2014) et l'indicateur éliminatoire «Libertés civiles».

Pour l'année 2015, en vue d'assurer son éligibilité au programme Compact du MCC, la Côte d'Ivoire entend réaliser des niveaux de performances plus importants aux plans de la bonne gouvernance, de la santé de l'enfant et de l'éducation primaire.

4-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'exécution des réformes « Doing Business » 2015.

La Côte d'Ivoire est engagée depuis trois ans dans le processus de réforme « Doing Business » pour l'amélioration de son environnement des affaires. Depuis lors, notre pays n'a cessé de progresser dans le classement des pays les plus réformateurs au monde. Le rapport « Doing Business » 2015 indique que la Côte d'Ivoire a été classée, pour la deuxième année consécutive, parmi les dix premiers pays les plus réformateurs et qu'elle a été le seul pays à avoir réalisé cette performance.

Le Conseil, tout en se félicitant de cette performance, a exhorté le Ministre chargé de l'Economie et des Finances et l'ensemble des ministres concernés à redoubler d'effort dans la poursuite des réformes en vue d'améliorer significativement le rang de notre pays au classement général et de le faire figurer ainsi parmi les meilleures performances mondiales au classement « Doing Business » 2016.

5-Au titre du Ministère de l'Agriculture, en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministère des Eaux et Forêts et

le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil a adopté une communication relative à la création de deux Centres de Formation Professionnelle Agricole Intégrée à San Pedro et à Korhogo.

Dans le cadre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), destiné à améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole, le Gouvernement a engagé une réforme du système de formation agricole qui intègre la mise en place de ces centres de formation. Ceux-ci seront implantés dans les zones agro-écologiques Sud, Nord, Centre, Ouest et Est de notre pays. Ces centres auront la mission de moderniser progressivement les exploitations agricoles de leurs aires d'intervention, en prenant appui sur l'ensemble de la chaîne de production et de transformation, la recherche appliquée et les besoins des consommateurs. Chaque centre aura un lien fonctionnel avec les fermes expérimentales, les centres et les stations de recherche, les structures d'encadrement, les complexes agro-industriels et les organisations professionnelles agricoles.

Le Conseil a donné son accord pour la mise en place du centre de formation professionnelle agricole intégrée de la zone Sud, qui sera implanté à San-Pedro et de celui de la zone Nord, à Korhogo. Ces deux centres pilotes accompagneront les réformes des principales filières agricoles du Sud que sont le café et le cacao et celles du Nord constituées par le coton et l'anacarde.

Les travaux de construction de ces centres qui, à terme, visent le renouvellement de la classe paysanne avec des agriculteurs formés aux techniques modernes, débuteront en septembre 2015. Les activités de ces centres sont prévues pour démarrer en janvier 2016.

6-Au titre du Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget ;

Le Conseil a adopté une communication relative à la consolidation du secteur de la Téléphonie Mobile et à l'optimisation de l'utilisation des ressources spectrales.

Le secteur de la téléphonie mobile a connu, au cours des dernières années, une forte expansion avec l'habilitation par l'Etat de neuf (09) opérateurs de téléphonie. Toutefois, la quasi-totalité de l'offre du marché est assurée par trois opérateurs (Orange-CI, MTN-CI et MOOV-CI). Les abonnés de ces trois opérateurs, qui représentent 94% du parc ne disposent que de 50% des ressources spectrales, et 34% des bandes GSM sont réservées à l'utilisation de seulement 1,59% des abonnés.

Aussi, en vue de corriger ce déséquilibre et d'optimiser l'utilisation des ressources spectrales, le Conseil a-t-il autorisé la consolidation du marché de la téléphonie mobile autour d'un maximum de quatre (04) opérateurs, suivant l'expérience de nombreux pays européens et africains.

Cette réforme permettra au Gouvernement de relever la qualité technique de l'offre de téléphonie et de relever la valeur économique du marché de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire.

7-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget :

Le Conseil a adopté une communication relative à la gestion des marchés publics à fin décembre 2014.

Les prévisions budgétaires de l'exercice 2014 ont identifié, sur un budget initial de 4407,5 milliards de francs CFA, 3979 lignes éligibles à la procédure des marchés publics pour un montant total de 1907,1 milliards de francs CFA. A fin décembre 2014, le nombre total de marchés approuvés s'élève à 3776 pour une valeur totale de 985,4 milliards de francs CFA, ce qui représente une hausse de 42,3% par rapport à l'exercice budgétaire 2013.

Dans le détail, les marchés passés par appels d'offres ouverts représentent 58,7% en nombre et 61,1% en valeur des marchés approuvés. Les marchés passés par appels d'offres restreints représentent 8,8% en nombre et en valeur. Quant aux marchés de gré à gré, ils représentent 5,6% en nombre et 23% en valeur.

Le Conseil note que la gestion des marchés publics en 2014 est satisfaisante. Le recours à l'appel d'offres redevient le principe d'acquisition des biens et services et les délais de passation des marchés connaissent une réduction importante par rapport aux années précédentes.

8-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'exécution du budget à fin décembre 2014.

Le Budget de l'année 2014 a été adopté initialement en ressources et en dépenses à 4248,3 milliards de francs CFA. Les bonnes tendances observées au niveau de la conjoncture économique et financière et les ajustements indispensables à la bonne conduite de la gestion ont amené à l'adoption d'un collectif budgétaire qui a porté le niveau du budget à 4407,5 milliards de francs CFA. L'exécution de ce collectif budgétaire a bénéficié d'un contexte socio-économique apaisé et d'un environnement social progressivement décrispé.

Ainsi, à fin décembre 2014, les ressources de l'Etat mobilisées se chiffrent à 4731,6 milliards de francs CFA pour une prévision de 4750,4 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 99,6%. Ce niveau de réalisation est sous-tendu par la progression de la mobilisation des ressources intérieures et le succès de la Côte d'Ivoire sur les marchés financiers internationaux. Les dépenses programmées pour l'année 2014 ont été exécutées à hauteur de 4243,5 milliards de francs CFA pour un objectif de 4367,2 milliards, soit un taux de réalisation de 97,2%. En effet, les mesures d'encadrement de la gestion budgétaire ont permis de contenir les charges de fonctionnement dans les limites des objectifs. Toutefois, un accent particulier a été mis sur la lutte contre la pauvreté, avec des dépenses pro pauvres qui se sont élevées à 1622 milliards de FCFA pour un objectif de 1521 milliards de FCFA, en progression de 21,3% par rapport à 2014.

9-Au titre du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé du Budget, en liaison avec le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères ;

Le Conseil a adopté une communication relative à l'adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire (Collaborative Africa Budget Reform Initiative : CABRI).

Le CABRI ou l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire est un réseau d'acteurs de haut niveau en matière budgétaire des ministères africains des finances ou de la planification. Ce réseau de professionnels a été créé en 2007 en Afrique du Sud dans le but de promouvoir une gestion plus efficace des finances publiques, de façon à stimuler la croissance économique et à renforcer les prestations de services en Afrique.

Le Conseil a donné son accord en vue de l'adhésion de la Côte d'Ivoire à cette plate-forme de partage et d'échange d'expériences.

D/-DIVERS

Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité :

Le Préfet de la Région de San Pedro, Préfet du Département de San Pedro a présenté, à la demande du Chef de l'Etat, une communication relative à la situation administrative et socio-économique dans la Région de San Pedro.

Cette communication a, dans un premier temps, présenté les données géographiques et l'organisation administrative de la Région de San Pedro.

Le Préfet de Région a ensuite dressé un état des lieux des infrastructures et des activités socio-économiques de la région avant d'évoquer les difficultés auxquelles la Région est confrontée, ainsi que les attentes des populations.

Le Conseil a noté avec un grand intérêt ces préoccupations et s'est engagé à y apporter les réponses appropriées dans les meilleurs délais. Ainsi, des mesures importantes ont été prises qui contribueront à la redynamisation de l'activité économique dans la région, à l'amélioration sensible du niveau des infrastructures ainsi que du cadre de vie des populations. Ces mesures seront annoncées par le Chef de l'Etat lors des échanges qu'il aura avec les populations de la région au cours des prochains jours.

Fait à San Pedro, le 04 mars 2015

Bruno Nabagné KONE

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

porteparoledugvt@egouv.ci